



RJDH-RCA



Réseau des Journalistes pour les Droits de l'Homme en RCA

RJDH-RCA Dépêche du Jour

L'information comme intervention humanitaire

Samedi, 05 Octobre 2013

1

Bangassou : Affrontements en cours entre jeunes et éléments de l'ancienne Séléka



Des affrontements opposent depuis ce matin des jeunes de la ville de Bangassou et des éléments de l'ancienne coalition Séléka basés dans la ville. On compte déjà trois morts et de nombreuses personnes ont fui la ville pour se réfugier à l'évêché. On annonce l'arrivée d'une quinzaine d'éléments « professionnels » dans la ville, dans le but de désarmer les anciens rebelles. La situation reste pour le moment très tendue.

La population de la ville de Bangassou s'est réveillée ce matin par des tirs d'armes lourdes et automatiques, faits par des éléments de l'ex Séléka. Depuis le mardi dernier, un conflit oppose des membres de la communauté musulmane soutenus par des éléments de l'ancienne Séléka, aux membres de la communauté chrétienne.

On compte déjà trois morts depuis ce matin. Les personnes tuées sont tous de la communauté chrétienne. Contacté par RJDH, l'archevêque de Bangassou, Monseigneur Juan José Aguire, a fait savoir que plusieurs milliers de personnes, fuyant les combats, ont trouvé refuge à l'évêché.

Le religieux a également mentionné que Bangui a dépêché, au moment des combats, une quinzaine d'éléments « professionnels » par avion, dans l'objectif de désarmer les hommes de l'ancienne Séléka. « L'avion est reparti sur Bangui, pour ramener encore d'autres éléments », a dit le prélat.

L'inquiétude la population est de savoir si cette mission va réussir à désarmer ces ex rebelles. Car, pendant l'arrivée de cette équipe, des habitants ont signalé que les membres de l'ancienne Séléka, se sont dispersés dans la ville.

« Pour l'instant la situation est restée très tendue. Les hommes, les femmes et les enfants, portant des baluchons sur la tête, continuent d'affluer à l'évêché. D'autres partent directement se cacher dans l'église », a dit l'archevêque de Bangassou, Monseigneur Juan José Aguire.

Mardi, les jeunes du quartier Tokoyo, exaspérés des exactions des hommes de l'ancienne Séléka, ont organisé une marche pacifique, pour manifester leur mécontentement. Les membres de la communauté musulmane, soutenus par les ex rebelles de la Séléka, munis des armes de guerres ont alors barré la route à ces jeunes, faisant des victimes.

Depuis ce jour, chrétiens et animistes regroupés dans un camp et musulmans dans un autre, érigent des barrages, pour filtrer la circulation. Le bilan pas encore officiel fait état d'une dizaine.

Bangui : Des critiques sur les opérations de désarmement



La population des 4^{ème} et 8^{ème} arrondissements de la ville de Bangui qui a observé la tentative du désarmement d'un officier de l'ex rébellion de la Séléka dans l'une des résidences de Ndoutingaye (Ndlr Un ex homme fort du régime déchu), sur l'avenue Baïkoua, reste consternée par la capacité de l'équipe du désarmement, a mené à bien cette mission et s'inquiète des conséquences.

2

Selon les témoignages des habitants qui ont assisté à la scène, le vendredi 04 octobre, l'équipe du désarmement, opérationnel depuis quelques jours dans la ville de Bangui, n'a pas réussi à fouiller la concession occupée par un officier de l'ex Séléka et ses éléments.

Un témoin affirme que « le chef de la bande et ses hommes énervés de voir arriver la patrouille du désarmement, ont ouvert le portail de la concession, armés jusqu'aux dents pour menacer les éléments de l'équipe du désarmement qui voulaient forcer l'entrée. Ces éléments de l'ex Séléka ont même pointé leurs armes sur l'équipe de la gendarmerie, la police et les éléments de la FOMAC qui mènent l'opération. Ne pouvant rien faire, ils sont obligés de repartir bredouille ».

« Le ministre de la sécurité publique, José Binoua informé de cette scène, s'est déporté sur le terrain mais cela n'a abouti à rien. Il aurait promis que cette mission accomplira cette tâche tôt ou tard », a affirmé une habitante qui était près de la scène.

Une source proche de l'équipe du désarmement dans le 2^{ème} arrondissement de la ville de Bangui a fait savoir que l'équipe s'est heurtée à un problème semblable au quartier Lakouanga parce que l'officier de l'ex séléka qui réside dans une maison qui devait être fouillée était absent. En son absence, ces éléments ont interdit l'accès à l'équipe du désarmement.

Beaucoup de Centrafricains trouvent toujours inutile la présence des éléments tchadiens dans cette opération. Parce que, dit-t-on ces derniers au lieu d'accomplir leur mission, discutent en arabe avec leurs compatriotes de l'ex rébellion Séléka et ne donnent pas réellement l'occasion aux éléments Congolais, Camerounais de la FOMAC et les Centrafricains de faire normalement leur travail.

Le lundi dernier, les habitants du quartier Benz-Vi dans le 5^{ème} arrondissement de la ville de Bangui ont critiqué le résultat de désarmement. « Très peu d'armes ont été récupérées, même quand on sait que là où est passée l'équipe du désarmement, peut être considéré comme une poudrière », a dit un habitant, « énervé ».

La population de Bangui s'inquiète davantage des conséquences de cette mission de désarmement mal organisée et entreprise. Elle craint dans les jours à venir une recrudescence des actes de braquages et de bandits de grand chemin à l'intérieure du pays.

Bangui : Une semaine marquée par des scènes de violence à l'intérieur du pays

L'actualité de la semaine en République centrafricaine est encore une fois de plus marquée, par des affrontements entre les éléments de l'ex Séléka et la population de la ville de Bangassou (sud-est). Cette situation s'est transformée en conflit intercommunautaire, entre la communauté musulmane et chrétienne. Des cas de violence perpétrés par des hommes de cette ancienne rébellion et des armés non identifiés ont été signalés dans d'autres localités du pays.

La ville de Bangassou fait face à un conflit qui oppose les membres de la communauté musulmane, soutenu par des éléments de l'ex Séléka et la communauté chrétienne, depuis le mardi 3 octobre.

A l'origine, une partie de la population de la ville de Bangassou, constituée de chrétiens, ont marché dans la matinée du mardi 1er octobre, pour protester contre les exactions commises par les éléments de l'ex-Séléka. L'élément déclencheur de cette manifestation, est le braquage d'un conducteur de mototaxi, le lundi dernier dans la soirée, dont la victime a été tuée et la moto emportée. L'acte s'est produit sur la barrière érigée par ces hommes en arme.



3

A Mbaïki, une ville située au sud du pays, deux personnes ont été tuées et plusieurs autres blessés le mardi 1^{er} octobre, au village de Bangui-Bouchia, situé à 33 kilomètres de cette ville. L'acte est commis par des hommes armés non identifié. L'information a été livrée au RJDH, par une source locale.

Dans la ville de Sam-Oundja (nord-est), les habitants témoignent être otages des éléments de la l'ex-Séléka, basés dans cette localité. Ces hommes en arme se sont transformés en justicier et dictent leur loi à la population. Le dernier cas date du début de cette semaine où ces hommes en arme ont exigé à une femme qui a refusé de se réconcilier avec son mari, de verser une somme de 300 000 FCFA. Devant son refus, la maison de ses parents est mise en vente.

Toujours dans le sillage de la Sécurité, de plus d'armes, de munitions de guerre et d'effets militaires continuent d'être récupérés chez les généraux d'ex coalition Séléka, depuis le début des opérations du désarmement forcé, lancé le weekend dernier, par la Force multinationale en Afrique centrale (Fomac). Une information livrée au RJDH le mercredi, par Jean-Félix Akaga, commandant de ladite force.

Depuis le début de ces opérations, on note un retour progressif au calme dans la capitale centrafricaine. La présence d'hommes armés en civil ou en tenue militaire est devenue de plus en plus rare.

Sur le plan sanitaire, le Fonds mondial, principal bailleur du programme de lutte contre le VIH/sida a suspendu son soutien au Comité national de lutte contre sida (CNLS). La décision de cette suspension d'aide a été prise au cours d'une réunion tenue à Genève, au siège de cette structure, du 25 au 27 septembre.